

LA PRESSE EN REVUE...

LUNDI 4 AVRIL 2016

SOMMAIRE

- 1) Le navire coule...
- 2) Les indignés français
- 3) Hollande: la cata !
- 4) La retraite de Hollande
- 5) Un "salaud de patron »
- 6) L'ascension d'Hildago

Gérard Diez La Presse en Revue

I) PS : les militants quittent peu à peu le navire

De nombreuses fédérations socialistes font face à une hémorragie de militants. La politique du gouvernement, jugée par certains trop libérale, est en cause.

Source AFP

Des sondages en berne, des défaites électorales, des fractures au sein de la majorité... En plus de toutes ces difficultés, le Parti socialiste est confronté à une lente hémorragie de ses militants. La baisse est sensible : on enregistre une diminution de 10 à 20 % des effectifs depuis 2012 dans plusieurs fédérations du Parti socialiste.

C'est le cas à Paris, où la fédération du PS revendique 7 800 adhérents, un recul de 10 % depuis 2012, en Haute-Garonne (baisse de 4 384 à 3 760 en début d'année), ou encore en Isère (2 400 à 2 000) et en Loire-Atlantique (3 311 à 2 895). Cela s'aggrave dans les régions où le PS s'est retiré pour faire barrage au Front national aux régionales. "Dans le Pas-de-Calais, on est dans l'ordre de 5 000 à 6 000 militants contre 8 000", dit un élu socialiste, sans préciser toutefois la période de référence. Mais, ajoute-t-il, "dans le département du Nord, ils sont exsangues, ils ont tout perdu, la région, etc." La fédération PS du Nord, longtemps l'orgueil du PS, revendiquait 5 500 adhérents à jour de cotisation en février, loin de la moyenne de 10 000 de ces dix dernières années. Dans les Bouches-du-Rhône, le secrétaire fédéral Jean-David Ciot attribue la baisse des effectifs "aux batailles internes au PS marseillais" aux municipales et aussi au départ de l'ex-premier secrétaire, Jean-Noël Guérini.

Processus de "mort lente"

Du côté de la rue de Solférino, on ne s'empresse pas de fournir des chiffres récents. Le Parti socialiste revendiquait en mai 2015, au moment du congrès de Poitiers, 131 000 militants "actifs", c'est-à-dire à jour de cotisation. "Il y a davantage de gens qui partent mais il y a aussi des arrivées", assure un responsable socialiste, et les départs sont essentiellement des partisans de 'la motion B', autrement dit appartenant à l'aile gauche, très critique de la politique gouvernementale, jugée trop libérale. Ce responsable estime d'ailleurs, sans trop cacher sa satisfaction, que cela peut "contribuer à changer le rapport de force" au sein du Conseil national, le "parlement" du parti. Quant aux arrivées, il s'agit selon lui de personnes "qui en ont marre qu'on tape sur le gouvernement".

"Je n'identifie pas de mouvements massifs", déclare Emmanuel Grégoire, le "premier fédéral" parisien, mais "on surveille cela de près". Il fait remarquer toutefois que "les formes d'actions militantes et d'organisation que proposent les partis politiques sont totalement périmées par rapport aux attentes des citoyens" et que le phénomène "touche tous les partis". "Les départs se font peu à peu. Il y en a qui sont partis sans rien dire", constate une militante parisienne. Il s'agit d'un processus de "mort lente", évoluant "à bas bruit". "Une érosion", abondent d'autres. "Vient un moment où les gens qui ne sont plus du tout d'accord s'en vont. On ne peut plus être à l'intérieur du parti en pensant à l'extérieur. Ce n'est plus possible", ajoute-t-elle.

Impossible de distribuer des tracts en 2017

Julien Jusforgues, trente ans au PS, a quitté le parti et rejoint La Nouvelle Gauche socialiste. Il déplore que "ne restent au PS que les gens qui veulent y faire carrière et qui sont dépendants économiquement, ou salariés par le PS. On a perdu ce qui faisait sa force, les militants syndicalistes, étudiants, travailleurs". "Le PS se vide totalement de ses militants. Je me demande bien comment ils vont pouvoir mettre en place la campagne (de 2017) et pouvoir, sans militants" participer aux campagnes électorales, renchérit Franck Rey, un ancien de l'aile gauche du PS.

Il y a deux lignes au PS, celle de Manuel Valls, "plus que social-libérale", et la ligne de Martine Aubry "qui arrive trop tard", analyse Sabrina Ghallal, toujours au parti. "En 2017, je ne pourrai même pas distribuer un tract pour appeler à voter pour le PS. Cela m'est impossible", ajoute-t-elle. Sabrina fulmine : "Aux régionales, des militants disaient : moi, je ne veux pas faire campagne parce qu'on m'insulte sur les marchés, dans les porte-à-porte. Et en plus, ils ont raison d'être en colère."

Le Point

LAPRESSEENREVUE.EU

II) La «Nuit Debout» s'étire jusqu'au «32 mars»

Par Dan Israel

Après une première nuit passée place de la République à Paris, les opposants à la loi sur le travail ont poursuivi leur occupation. Deux mille personnes, jeunes adultes pour la plupart, se sont retrouvées pour discuter passionnément du monde dans lequel ils aimeraient vivre. Et pour être ensemble, tout simplement.

« Allez, on vote. Qui est pour ? » : une nuée de mains sont secouées en l'air. « Qui est contre ? » : quelques paires de bras se croisent à hauteur de tête, pour exprimer le refus. Sur la place de la République, depuis 20 h 30 ce vendredi soir 1er avril, c'est assemblée générale. Plusieurs centaines de personnes (environ 2 000 au plus fort de la soirée) ont agité les bras selon les codes convenus ensemble, pour prolonger toute la nuit la mobilisation de la « Nuit Debout », qui s'était déroulée la veille à l'appel du collectif informel monté autour du film de François Ruffin *Merci Patron !*.

Après la nuit du 31 mars, les milliers de photos et d'instantanés circulant sur les réseaux sociaux français se sont retrouvés siglés, en toute logique, #32mars. Un mot-clé au parfum de fantaisie utopiste qui correspond bien au ton qu'ont essayé de donner les activistes rassemblés sur l'immense place de l'Est parisien, dont ils ont occupé un gros quart sud-est. Mais l'heure n'est plus au divertissement de la veille, avec concert et projection. Pendant plus de 3 h 30, et jusqu'à minuit, les centaines de participants ont échangé, sagement assis en cercles concentriques autour d'un unique ampli et d'un micro solitaire passant de main en main, ou ont déambulé, discuté, bu, mangé et rigolé tout autour de cette agora en plein air.

Les policiers, encadrant par petits groupes tout le rassemblement, se remarquent à peine dans l'ambiance détendue. Il faudra attendre 6 heures du matin pour qu'ils renvoient vers le métro la centaine de personnes encore présentes sur la place. Un portail fait de cartons empilés et décorés clame côté pile, lorsqu'on s'approche :



© D.I.

« Que nul n'entre s'il n'est pas révolté. » Et côté face, il avertit : « Nul ne sort s'il n'est pas convaincu. » De grands cartons vides font office de poubelles, et on y pratique le tri sélectif.

Sur le côté de la place, quelques tentes de fortune ont été montées par certains participants ou par les membres des commissions créées quelques heures plus tôt, à l'issue d'une première réunion : cantine, logistique, communication... Pas très loin, une ardoise blanche résume les besoins en matériel : couvertures, bâches, tentes, marqueurs et tableaux, eau, nourriture, etc. Un seul groupe électrogène tourne, mais il se murmure que la nuit suivante, la centrale CGT de Montreuil devrait prêter un groupe électrogène. Dans la foule, on remarque quelques têtes du mouvement On vaut mieux que ça, déjà croisées à toutes les manif, l'intermittente Sophie Tissier qui a récemment gagné contre le groupe Canal+ (lire sa tribune sur Mediapart), ou encore l'acteur Samir Guesmi.

Des membres de la commission « Accueil et sérénité » (comme est rebaptisé poétiquement le service d'ordre), bandeau « Nuit Debout » autour du bras, renseignent les badauds. Ils racontent la volonté commune : « Créer un espace de discussions libres », « essayer de lancer d'autres questionnements politiques que celui autour de

2017, où il faut savoir si on votera pour Hollande ou pour Sarkozy ». Vers 21 h 30, François, un scientifique qui a atteint la cinquantaine, membre du comité d'organisation informel, distribue des autocollants « Rêve générale », qu'il vient d'aller chercher dans les locaux d'Ivry du collectif de graphistes Ne Pas Plier. « Je craignais qu'après la première nuit il n'y ait plus personne, mais ça se remplit bien », se réjouit-il.

C'est bien la foule qui continue d'arriver qui a fait s'arrêter Julien et Sophie, 22 et 23 ans. Ils ne savent pas ce qui se passe, mais habitent à côté et avaient déjà repéré l'attroupement la veille au soir. Ils sont curieux, et plutôt admiratifs, bien qu'encore un peu circonspects. « Venir à autant un vendredi soir, oui, ils sont motivés », lâche-t-il. « Et ils n'ont pas seulement le profil de gens qui mangent du bio, il y a tous les profils... », complète-t-elle. Tous les profils ? Ce n'est pas l'avis de l'intervenante du moment à l'AG, qui regrette justement qu'on reste entre membres de « la petite bourgeoisie blanche ».

Et de fait, la grande majorité des participants sont des étudiants, ou des membres de la tranche d'âge 20-35 ans, et sont blancs. Comme Pascaline et Hélène, étudiantes en master d'histoire de l'art. La première avait « juste envie d'être là » : « Tous mes potes m'ont dit qu'il fallait que je vienne, pour voir comment ça se passe, comment s'organise ce mouvement sans aucune violence. » La seconde, qui n'a pas pu manifester contre la loi El Khomri, considère qu'elle « rattrape les choses » en s'asseyant sur la grande place qui se rafraîchit à vue d'œil.



© D.I.

Pour prendre des forces, direction les deux tentes de bric et de broc marquées « Cantine », où l'on sert ce que des voisins ont apporté ou les invendus des magasins ou des boulangeries

environnantes : salades maison, sandwiches clubs, baguettes, yaourts... Le tout à un « prix libre ». Victoire, Chloé et Killian s'activent avec le sourire. Ils viennent de l'École normale supérieure de la rue d'Ulm, et se sont retrouvés un peu par hasard à ce poste stratégique. Pour la première Nuit Debout, ils étaient venus les mains dans les poches, mais cette fois, ils ont eu l'idée de transporter casseroles et réchaud. Ils se sont donc tout naturellement proposés pour aider à remplir les ventres creux.

« On ne sait pas exactement qui porte politiquement le mouvement, mais on est venus voir, raconte Victoire. Pour moi, c'est d'abord une lutte contre la loi sur le travail. Mais nous allons peut-être voir émerger autre chose, une forme de convergence des luttes. » Chloé se dit plus ambitieuse : « On vise bien au-delà de cette loi, il y a un ras-le-bol général. Mais c'est bien, le travail, ça touche à peu près tout le monde, c'est très fédérateur. » Embrassant la foule du regard, elle sourit : « Ça commence à avoir des airs d'Espagne ! »

Les indignés espagnols, référence obligée

Le mouvement des Indignados espagnols est la référence obligée des militants de République, avec quelques emprunts au mouvement Occupy américain. Dans l'AG, on énumère les trucs et astuces développés lors de ces mobilisations qui servent de modèles, et on applaudit à tout rompre lorsqu'un citoyen espagnol prend la parole. Pour l'heure, les débats tâtonnent, le ton n'est pas encore trouvé.



© D.I.

D'un côté, on échange passionnément sur la forme que doivent prendre les débats : faut-il laisser chacun parler plus de deux minutes ?

comment couper ceux qui se lancent dans un discours fleuve ? Le terme « ZAD » est-il approprié ? Non, selon le représentant du « média center », qui alimente le site Convergence des luttes et les réseaux sociaux en images et communiqués : « Ça fait 36 heures qu'on essaye de raconter la plus belle histoire possible, parce que dans un premier temps, notre but est d'attirer le plus de monde possible. » Or, constate-t-il, « pour les journalistes, les ZAD, c'est des casseurs ». Quelques heures plus tard, le nom-slogan « La Commune debout » emporte finalement les acclamations. Il faut aussi parer aux urgences matérielles : « L'équipe logistique met en place un groupe toilettes sèches » pour suppléer les toilettes publiques de la place, qui ferment à deux heures du matin.

Ces détails pratiques ne masquent toutefois pas les débats de fond, aussi flous soient-ils pour le moment. « Il ne faut pas rester dans un entre-soi militant, il faut se tourner vers l'extérieur en communiquant au maximum », avertit l'un. « On est non partisan, nous n'avons pas d'étiquette politique », tranche l'autre, sous les applaudissements. Il est urgent de faire de la place « une base d'accueil pour tous les mal-logés », voire « pour tous les citoyens du monde », estime un troisième.

Sophie et José, deux quinquagénaires parisiens, parmi les rares cheveux grisonnants assis sur la place, écoutent ces prises de parole le sourire aux lèvres. « Cela fait 30 ans que je participe régulièrement à des luttes, explique Sophie, fonctionnaire. J'ai été de toutes les manifestations contre la loi El Khomri, et j'ai appris l'existence de la Nuit Debout par des tracts. Je partage cette volonté d'autre chose, autrement, qui passe par une convergence des luttes contre les injustices et l'insupportable. » À ses côtés, José approuve : « On va laisser émerger ce qui est en train d'arriver. Je pense que ce mouvement doit appartenir aux jeunes, à la génération de mes enfants. »

Un peu à l'écart, un groupe de jeunes adultes savoure des bières et les joies d'une complicité naissante. Ils sont étudiants en art, en sciences politiques, pions ou journalistes. Ils viennent de se rencontrer, ils se sont tous portés volontaires pour le comité logistique, qui a installé des tentes et quelques palettes garnies de cartons en guise de dortoir. « À 22 ans, j'ai déjà fait un burn out, confie Nina, qui se reconnaît totalement dans le travail du mouvement. On vaut mieux que ça. Le travail, c'était censé permettre de s'épanouir. On pourrait retourner à cette époque, s'il vous plaît ?

« Il faut organiser la lutte qui démarre, il y a l'envie d'un changement profond », lance Irène. Pour Paul, « il y a une mayonnaise militante qui est en train de prendre, et qui dépasse le cadre habituel ».

En bout de place, les envoyées spéciales de BFM et d'i-Télé font leur direct côte à côte. À trois mètres, imperturbables, une guitare, un tambour et une trompette font tourner un air entêtant, pendant qu'un apprenti MC s'essaye à un freestyle en hommage à « tous les fils de lutte ».

Après plus de 3 h 30 de discussion, l'AG touche à sa fin. Les rangs des participants sont plus clairsemés. « Soit on fait la révolution, soit je vous rejoins pour aller danser », glisse au téléphone un grand gaillard en se marrant. Au stand « Cantine », il n'y a plus de beurre pour les sandwiches, il ne reste que de la mayonnaise. Peu de choses ont été formellement décidées pour la suite du mouvement, les comités d'organisation vont se réunir à nouveau.

Le dernier orateur, un jeune homme noir imposant et charismatique, bonnet enfoncé sur les yeux, exhorte la foule à aller occuper l'Hôtel de ville, « sans demander l'autorisation ». Pour l'instant, le mouvement du « 32 mars » squatte la place en profitant d'une autorisation négociée par l'association Droit au logement jusqu'à dimanche. La maire de Paris Anne Hidalgo a déjà prévenu que « les lieux publics ne peuvent pas être privatisés ». Pas de quoi impressionner le colosse. « Si on est vraiment indignés, passons à l'action ! », lance-t-il sous les acclamations. Cette nuit, l'enthousiasme n'a pourtant pas été suivi d'effet. Pas encore ? Comme la veille, les manifestants seront poussés hors du lieu de cette AG au petit matin. Mais pour se compter et juger de leur force, les militants les plus passionnés, qui s'apprétaient à dormir sur place, ont donné rendez-vous pour la nuit suivante. Même heure, même volonté de refaire le monde, et de le faire savoir.

mediapart.fr

LAPRESSEENREVUE.EU

III) Hollande, c'est le chaos dans l'urgence



Crédits photo : Mbzt (Wikimédia Commons - CC)

L'amateurisme juridique de François Hollande répand le chaos. Car, en renonçant à la réforme constitutionnelle, le président a également renoncé à inscrire dans la Constitution le régime de l'état d'urgence. Pagaille en vue. Pourquoi ? Parce que le gouvernement craint l'invalidation de certaines procédures engagées sous l'état d'urgence depuis novembre dernier.

Le gouvernement a en effet fait voter en novembre un élargissement des mesures possibles dans le cas de l'état d'urgence. Mais à l'époque, Manuel Valls avait demandé, et obtenu des parlementaires PS et de droite, de ne pas saisir le Conseil Constitutionnel sur ces modifications. Le 20 novembre dernier, devant l'Assemblée, il avait explicitement déclaré : « Je suis extrêmement dubitatif sur l'idée de saisir le Conseil constitutionnel. Je souhaite que nous allions vite sur la mise en œuvre des dispositifs [...] que vous allez voter, mais il y a toujours un risque à saisir le Conseil constitutionnel. [...] Il y a y compris des mesures qui ont été votées qui ont une fragilité constitutionnelle ». Propos inouï que ceux du Premier ministre d'un président qui craint le risque de vérifier la constitutionnalité de ce qu'il entreprend ! En attendant, le but de la révision constitutionnelle voulue par François Hollande était ainsi de sécuriser a posteriori la loi d'état d'urgence.

Depuis novembre, le Conseil constitutionnel a été saisi par un autre biais de ces mesures. Il a validé l'essentiel des dispositions, notamment concernant les perquisitions administratives et les assignations à résidence. Mais pas toutes. Il a ainsi censuré le mois dernier le droit pour les forces de police de saisir et « de copier toutes les données informatiques auxquelles il aura été possible d'accéder au cours de la perquisition »

sans autorisation préalable d'un juge. Le Conseil constitutionnel a estimé que la loi ne prévoyait pas de « garanties légales » suffisantes pour assurer un équilibre entre l'objectif de « sauvegarde de l'ordre public » et le « droit au respect de la vie privée ». La décision ne valait que pour l'affaire en question. Mais la même décision sera sans doute rendue dans les autres cas. L'abandon de la révision constitutionnelle ne permettra pas de sécuriser ces dispositions.

D'autres procédures pourraient donc être annulées. Voici le résultat de l'amateurisme de François Hollande ! La démonstration est faite que l'état d'urgence n'est pas l'arme la plus efficace pour enquêter et démanteler d'éventuels réseaux terroristes. Mais les lubies de Hollande et Valls en auront fait un moyen de déstabiliser les procédures contre les personnes suspectées de terrorisme aux termes de confiscation de matériel informatique sans décision d'un juge ! Seule la présence d'un juge d'instruction garantit à la fois la protection des libertés fondamentales et la conduite d'une enquête efficace et légale. C'est moins médiatique qu'une révision constitutionnelle bricolée en 48 heures après des attentats. Mais c'est plus à la hauteur de la gravité des circonstances et de l'intérêt du pays.

melenchon.fr

IV) La République, contre François Hollande

Une profonde erreur d'analyse sur ce qu'est la République, d'abord des valeurs qui unissent les citoyens, voilà ce qui a forcé François Hollande à faire retraite de son projet de réforme constitutionnelle. Dans sa déclaration du 30 mars, gît d'ailleurs l'aveu de cette erreur.

« Je l'avais fait pour rassembler les Français » dit-il, « je l'avais fait dans une période où l'épreuve était considérable et où il fallait qu'il y ait un acte qui puisse témoigner de ce que nous voulions faire ensemble pour agir contre le terrorisme ».

La déchéance de la nationalité pour « témoigner de ce que nous voulions faire ensemble pour agir contre le terrorisme » ? Immédiatement, la très

grande majorité des Français qui y était favorable a reconnu qu'elle n'aurait cependant aucun impact contre le terrorisme.

Surtout, au lieu de rassembler les Français, la proposition d'inscrire dans la Constitution, le texte le plus fondamental de notre République, une distinction entre eux, selon qu'ils possèdent ou non une autre nationalité, a immédiatement divisé, et blessé des millions de compatriotes.

Cette atteinte à un principe républicain, celui de l'égalité des citoyens a provoqué le premier rejet parlementaire. C'est parce qu'il ne pouvait trouver une majorité du groupe socialiste à l'Assemblée nationale pour le soutenir que François Hollande est passé, en accord avec Nicolas Sarkozy, d'une atteinte à un principe de la République à une atteinte à des valeurs fondamentales des droits de l'homme.

Dans la mouture votée par l'Assemblée nationale la déchéance pouvait s'appliquer à un Français condamné pour un simple délit « constituant une atteinte grave à la vie de la Nation » ouvrant la porte à des déchéances pour délits d'opinion. Tout Français était concerné, ouvrant la voie à la création d'apatrides non protégeables par la convention des Nations Unies, des bannis de l'intérieur devenus des animaux humains.

Malgré les pressions conjuguées de François Hollande, de Manuel Valls et de Nicolas Sarkozy, il s'est trouvé 250 députés -il faut donc les saluer – pour voter non ou s'abstenir au moment du vote et rendre ainsi improbable la réunion des trois cinquièmes exigés pour l'adoption d'une réforme constitutionnelle. Puis la majorité du Sénat, de droite, en refusant l'apatridie et la déchéance pour un simple délit a voulu marquer son attachement aux valeurs fondamentales des droits de l'homme. Consciente également que la déchéance de nationalité, même d'un Français, était déjà possible par la loi simple, elle a adopté une version du projet rendant impossible l'inscription de la déchéance de la nationalité dans la Constitution, à la grande satisfaction de nombreux sénateurs de gauche.

Mais comme il ne faut pas oublier la contribution des premiers révoltés - défenseurs du principe d'égalité - force est de constater que ce qui a fait échouer le projet de réforme constitutionnelle , c'est l'addition très largement majoritaire de parlementaires de gauche et de droite, mobilisés à chaque étape par des valeurs, certes différentes, mais toutes fondamentales dans notre république

démocratique. Cela, François Hollande ne l'avait peut-être jamais imaginé.

Face à un exécutif qui était prêt à le faire, ces parlementaires ont rappelé que, pour rassembler les Français et agir contre le terrorisme, il ne fallait pas sacrifier nos valeurs. Avec Gérard Larcher, président du Sénat ils ont osé dire « On ne peut toucher à la Constitution dans l'émotion, sous la pulsion et sans concertation ». Ils ont ainsi incarné et donné sens à la République qui a montré qu'elle était -après tout et avant tout - parlementaire. Cela est finalement rassurant pour sa solidité et sa capacité à rassembler et unir à l'avenir tous les Français.

weil.blog.lemonde.fr

V) Lettre d'un «salaud de patron» à Myriam El Khomri

Par Tribune FigaroVox



Crédits photo : JEAN-PHILIPPE KSIAZEK/AFP

VIDÉO/FIGAROVOX/TRIBUNE- Julien Leclercq a d'abord cru que le gouvernement voulait relancer l'emploi. Il demande désormais à la ministre du travail d'abandonner

Julien Leclercq est entrepreneur. Il est l'auteur de «Journal d'un salaud de patron» (Ed. Fayard)

www.salauddepatron.fr. Il est le fondateur du mouvement des Déplumés

Madame El Khomri,

J'avais commencé par vous accueillir en vous souhaitant bonne chance, assez certain à l'époque que récupérer le ministère le plus compliqué du quinquennat ne serait pas de tout repos.

C'est plutôt amusé que je vous ai écouté vous débattre sur le nombre de CDD renouvelables qu'autorise le code du travail (n'ayez pas honte, la CGT pensait visiblement que 184 pouvait passer), ou nous expliquer que vous lisez souvent les journaux.

Mais là, Mme la Ministre on ne rigole plus. «Votres» loi Travail, enfin celle que l'on vous a glissée entre les mains (en toute bienveillance bien entendu) a de nouveau déchainé les passions dans des débats d'une violence rare. Quelques semaines après des échanges déjà très virulents autour de la déchéance de nationalité, mesure la plus inutile de la présidence Hollande, votre gouvernement divise à nouveau la société sur un texte qui ne servira à rien.

Nous entrepreneurs, nous chômeurs, nous salariés, n'avons qu'une seule question à vous poser: quelle mesure de votre texte de loi va relancer l'emploi? Parmi les propositions que vous présentez ce matin en Conseil des ministres, laquelle va faire que demain matin un patron va se lever et créer un job immédiatement?

La réponse est d'une évidence telle que la question paraît stupide.

Affligé, pour finir, que lesdits débats arrivent maintenant, quelques mois avant que les Français de gauche et de droite ne vous mettent dehors. Vouloir réformer le Code du travail lorsque l'on a une cote de popularité inférieure au taux de chômage, c'est une utopie inatteignable.

La relance de l'emploi était pourtant le principal enjeu de votre mandat, et la mission que l'on vous a confiée celle de la dernière chance. Je ne sais pas si votre supérieur hiérarchique arrivera à se représenter malgré son incapacité chronique à inverser la courbe, et pour tout vous dire je m'en contrefiche. Je suis bien trop consterné par le manque de courage dont fait preuve votre famille politique. Attristé de constater que vous avez renoué avec les bonnes vieilles habitudes du gouvernement Ayrault: multiplier les effets

d'annonce pour tester l'opinion publique, créer des débats houleux qui divisent les Français, pour finalement ne rien faire. Ou presque. Affligé, pour finir, que lesdits débats arrivent maintenant, quelques mois avant que les Français de gauche et de droite ne vous mettent dehors. Vouloir réformer le Code du travail lorsque l'on a une cote de popularité inférieure au taux de chômage, c'est une utopie inatteignable.

Il n'y a pas que de mauvaises idées dans votre loi, bien sûr. Par exemple, le droit à la déconnexion c'est bien. Mais est-ce que cela va créer de l'emploi? Ecrire plus clairement les règles encadrant le licenciement économique, ou encadrer les indemnités prud'homales c'était très bien. Mais vous l'avez enlevé, après l'avoir si mal expliqué. Les mauvaises langues racontent que c'était fait exprès, et que jamais vous n'avez envisagé aller au bout de ces deux idées. Rassurez-moi, la réalité n'est pas aussi cynique?

Je l'aimais plutôt bien votre loi, principalement parce qu'elle faisait la part belle aux accords d'entreprise. Ceux qui font l'entreprise, ceux qui vivent l'entreprise, dirigeants et salariés, allaient enfin pouvoir fixer quelques-unes des règles qui régissent leur vie. Cela ne pouvait pas plaire aux syndicats bien sûr, qui ne représentent plus que 7% des employés mais qui trouvent normal de continuer à décider de tout. Imaginez la catastrophe pour eux si l'accord d'entreprise devient la règle, eux qui n'ont pas mis les pieds dans une PME depuis si longtemps. Mais, soyons honnête: même si c'était intelligent, cela non plus ça n'avait pas vocation à relancer l'emploi. Vous aurez réussi en tout cas le tour de force de vous mettre à dos CGT et Medef. Faites gaffe, bientôt ils défilent ensemble.

Jamais vous n'avez compris l'urgence de la situation. Jamais vous n'avez saisi l'importance de votre mission. J'ai été idiot: à chaque fois je me dis qu'il faut arrêter de croire en vous, et pourtant à chaque fois j'espère.

Soyez gentille maintenant: foutez-nous la paix. Depuis un mois, à cause de votre texte sans intérêt, on réentend partout dans les médias que les patrons sont des esclavagistes assoiffés de pouvoir et d'argent. Arrêtons le massacre. Finissez tranquillement votre mandat, en essayant, s'il vous plaît, de ne pas dilapider un peu plus le peu d'argent que nous n'avons pas. Et partez. Je n'écris pas cela parce que je pense qu'un autre parti fera mieux. Je l'écris parce que l'on en a marre de vous, de votre incompetence chronique, et

surtout, surtout, de votre manque de courage.

<http://bcove.me/52kqy0xg>

LE FIGARO · fr

VI) Deux ans après son élection à Paris, Hidalgo, une voix qui compte plus à gauche?

Par Fabienne FAUR



Deux ans après son élection à Paris, Hidalgo, une voix qui compte plus à gauche? La maire de Paris Anne Hidalgo lors de présentation de la candidature de la capitale française au Jeux Olympiques de 2024, le 17 février 2016 © FRANCOIS GUILLOT

Anne Hidalgo tire à vue, contre le diesel, la loi travail, après la déchéance de nationalité, le travail dominical. Au nom des Parisiens qui l'ont élue...

Anne Hidalgo tire à vue, contre le diesel, la loi travail, après la déchéance de nationalité, le travail dominical. Au nom des Parisiens qui l'ont élue il y a deux ans, la maire PS cultive une petite musique pouvant en faire une voix comptant davantage à gauche.

Dans les sondages, "on voit sa progression fulgurante dans l'opinion", selon Frédéric Dabi de l'institut Ifop, "et, depuis quelques mois, dans un contexte catastrophique pour la gauche". Elle a

parfois été classée personnalité de gauche préférée des Français comme des socialistes, récoltant une épithète: "héritière de Martine Aubry".

Mais Anne Hidalgo, c'est, pour l'instant, Paris.

Celle qui fut l'héritière de Bertrand Delanoë a pris son indépendance, et, depuis deux ans, "n'est plus la même", estime une conseillère de Paris socialiste. "Elle avait la tête rentrée dans les épaules, maintenant elle s'est transformée, le regard haut".

Voix douce, toujours égale, l'édile veut combattre pollution et voitures, porte la candidature de sa ville aux jeux Olympiques, "réinvente Paris" avec des projets d'urbanisme, veut mettre plus de verdure, du logement social ou un centre pour sans-abris dans le XVIIe arrondissement.

Affichant le souci du "vivre ensemble" dans sa "ville-monde", elle s'attache aussi aux plaies post-attentats.

Face au récent mouvement "Nuit Debout", qui occupe la place de la République mais est évacué au matin, Anne Hidalgo estime que "les lieux publics ne peuvent pas être privatisés" par "mesures de sécurité", quelles que soient "les intentions". "Les privatisations de l'espace public par des intérêts privés, c'est fini?", a réagi Danielle Simonet, conseillère Front de Gauche, se demandant si la maire PS allait renoncer à la "fan zone" accordée à Lagardère pour l'Euro 2016 ou à la délégation à Vinci des parkings.

Conseiller Les Républicains de Paris, Pierre-Yves Bournazel reconnaît que l'édile "bosse et connaît ses dossiers", mais lui reproche "un manque de vision pour Paris dans 20 ans" et une gestion "dogmatique de certains dossiers".

A 52%, les Parisiens se montrent "satisfaits" (53% il y a un an), 48% "mécontents" (contre 47%), selon un sondage Ifop paru dans le JDD.

- Posture de "garante des valeurs de la gauche" -

De quoi alimenter des ambitions pour d'autres fonctions, voire la présidentielle? "Ni son envie ni dans son calendrier", assure un des proches de la maire.

"Paris conquis, je ne crois pas qu'elle pense à faire autre chose. Plus tard, je ne sais pas", renchérit une élue socialiste.

Faisant taire quelques rumeurs, Mme Hidalgo a affirmé le 8 mars n'être pas partante pour une éventuelle primaire à gauche, citant Christiane Taubira, "belle personnalité".

L'élue n'hésite pas à critiquer le gouvernement qui porte ses couleurs, de plus en plus dans les médias, contre la déchéance de nationalité, depuis abandonnée, ou le projet El Khomri. Outre Emmanuel Macron et son ouverture des magasins le dimanche, elle avait affronté Ségolène Royal sur la circulation alternée.

"Elle veut se montrer de plus en plus comme garante des valeurs de la gauche", juge Agnès Balle, de l'institut BVA, soulignant qu'elle n'a "pas été entraînée dans la chute généralisée des politiques et des proches du gouvernement".

"Elle dose plutôt bien ses prises de position", pour M. Dabi, "arrive à faire comprendre qu'elle est légitime à parler et même à critiquer le gouvernement parce que ses décisions ont un impact sur la vie des Parisiens".

"Elle a un positionnement tactique pour l'après-2017", estime M. Bournazel, "si elle veut être candidate en 2022, elle sait très bien que ça passe par une réélection en 2020".

Ségolène Royal battue en 2007 avait fait apparaître Bertrand Delanoë comme un homme fort de la gauche, note M. Dabi. "Dans un contexte où la gauche va peut-être être éliminée dès le premier tour de la présidentielle, perdre probablement une très forte majorité de ses députés, l'espoir d'incarner une nouvelle gauche, ce sera peut-être elle", dit-il.

publicsenat.fr

LAPRESSEENREVUE.EU

A Suivre...
La Presse en Revue